

Participez au projet !

Pour un nouveau modèle de développement
économique, social et écologique



Le 1^{er} mai avec les socialistes

Maintenant j'y vais !



Manifestation du 1^{er} mai 2009

L'AGENDA

11 au 15 avril

► Déplacement

Martine Aubry se rend en Inde pour rencontrer les représentants du Parti du congrès, du monde industriel et culturel du pays.

21 avril

► Social

Une délégation du Parti reçoit les représentants de la CGT pour discuter des grandes questions sociales dont l'avenir du système de retraites. Elle a reçu FO le 7 avril. Suivront la CFDT, le 28 avril, puis l'UNSA, la CGC et la CFTC au mois de mai.

27 avril

► Projet

Conseil national de la Convention « Nouveau modèle de développement économique, social et écologique ».

1^{er} mai

► Mobilisation

Les socialistes seront dans la rue aux côtés des salariés pour les défilés de la Fête du travail.



L'info en continu

Elisabeth Guigou, 01/04/10

Exemplaires

« Alors qu'elles ont massivement investi pour protéger les salariés de la crise et de la politique du Gouvernement, pour préparer la reprise et notre avenir, alors qu'elles sont soumises à la pression financière de l'État qui les étrangle financièrement, les collectivités locales ont réussi à réduire leur recours à l'endettement de manière spectaculaire. Nicolas Sarkozy et son gouvernement devraient prendre exemple sur cette gestion plutôt que multiplier les mensonges sur les collectivités ».

Benoît Hamon, 06/04/10

Libertés

« Aux yeux du Gouvernement, l'immigré reste le bouc émissaire idéal pour masquer ses propres échecs. Cela marque le recul des libertés publiques pour ces hommes et ces femmes extrêmement pauvres qui arrivent en France, le pays des droits de l'Homme, dans des conditions désastreuses et se voient privés de tous leurs droits ».

Germinal Peiro, 06/04/10

Perspectives

« Nicolas Sarkozy est incapable d'offrir une quelconque perspective au monde agricole. Seule la régulation publique des marchés agricoles permet de supprimer les fortes variabilités de prix et les baisses de revenus. C'est une solution efficace et sérieuse qui permettrait de donner durablement un cadre stable et des perspectives à l'ensemble du monde agricole ».

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

1 million

C'est le nombre de pages vues sur le nouveau site Internet du PS en 76 jours. En tête de clic, la carte des divisions de la droite (29 798 visites) et la vidéo parodie de la publicité Google (64 600 vues). Au succès du site s'ajoute celui de la Coopool, qui compte aujourd'hui 25 000 membres. Sur parti-socialiste.fr et lacoopool.fr, on y va tous !

L'ACTU DU BUREAU NATIONAL

Pour un nouveau modèle de développement

Les orientations de la Convention ont été présentées au Bureau national du PS. Résumé des travaux des ateliers.

Atelier 1 : Un nouveau modèle de production pour sortir de la crise, une stratégie industrielle pour préparer l'avenir

Nous nous sommes fixés une ambition collective : inventer un autre modèle de développement, plus sobre, plus juste et plus efficace. Ce défi, nous le relèverons si nous parvenons à concilier un modèle de production durable avec les exigences de la compétition économique mondiale.

Atelier 2 : Accélérer la mutation social-écologique de notre économie et de nos modes de consommation

Face à la contradiction intrinsèque entre le capitalisme et le développement social écologique, nous souhaitons porter collectivement la transition environnementale de notre société.

Atelier 3 : Une politique énergétique pour la diversification, l'indépendance et la sécurité des approvisionnements

Dans notre combat contre les injustices et les inégalités, nous plaçons la lutte contre la précarité énergétique comme une des priorités du projet. Nous proposons la mise en place d'un bouclier énergétique et l'inscription de l'exigence d'une haute performance énergétique dans l'habitat comme priorité nationale.

Atelier 4 : Commerce international : quelles politiques pour un juste échange ?

Nous assistons chaque jour aux ravages d'un commerce déséquilibré avec les pays émergents qui voient les cultures vivrières disparaître, la famine tuer toujours plus d'hommes, de femmes et d'enfants. Ce sont les conséquences directes d'un commerce international où la loi du plus fort est la seule qui soit respectée.

Atelier 5 : La recherche et l'innovation au service d'une nouvelle croissance

Pour permettre la mutation vers une social-écologie, il faut mettre en œuvre de nouvelles technologies et encourager les innovations scientifiques. Une

nouvelle croissance est une croissance qui prend en compte les impératifs du développement durable et qui nous permet d'être performants.

Atelier 6 : Des outils pour la continuité professionnelle

Le plein emploi reste notre objectif, parce que le chômage de masse n'est pas une fatalité mais la conséquence d'une démission du gouvernement actuel. Nous mettons également la lutte pour de meilleures conditions de travail au cœur de notre projet pour 2012.

Atelier 7 : Pouvoirs, propriété et gouvernance dans l'entreprise : de nouvelles règles pour un juste partage des richesses et l'amélioration des conditions de travail

La droite a pour objectif de démanteler les services publics les uns après les autres. C'est leur conception d'une société de chacun pour soi. Parce que les services publics restent l'outil le plus efficace pour réduire les inégalités et lutter contre les injustices sociales, nous voulons réarmer la puissance publique.

Atelier 8 : Pour une société du bien-être, refonder la protection sociale

Retraites, chômage, maternité, accidents du travail, exclusions sont autant de « risques » et d'étapes d'une vie qui sont aujourd'hui pris en charge et assurés grâce à un système de protection sociale pratiquement unique au monde. Nous souhaitons donner à notre système de protection sociale une direction claire et dynamique et en faire un moteur essentiel de notre entrée dans une société de la connaissance.

Atelier 9 : Réarmer l'État et la puissance publique, développer les services publics, distinguer les biens publics et les biens privés

Les rapports de force dans l'entreprise sont à l'origine de l'émergence d'une conscience politique de gauche. Malgré les conquêtes sociales du XX^e siècle, de grands défis nous attendent encore.



L'info en continu

Claude Bartolone, 06/04/10

Politique fiscale

« Pour assurer le financement des allocations personnalisées, l'État ne me laisse d'autre choix que de couper dans notre politique culturelle, notre action en faveur des jeunes et du développement économique, des associations sportives. Il n'est pas question que j'assume le sale boulot à leur place ».

Michel Berson, 07/04/10

Injuste

« Face à la politique injuste du gouvernement, nous sommes tous des Séquano-Dionysiens (habitants de Seine-Saint-Denis). Ce sont tous les départements de France qui sont touchés et vont être à brève échéance dans l'impossibilité de présenter un budget en équilibre ».

Claudy Lebreton, 07/04/10

Catastrophe

« La situation financière des départements est dramatique, elle sera demain catastrophique si rien n'est fait ».

Arnaud Montebourg, 07/04/10

Développement

« Le gouvernement veut nous obliger à faire du sarkozysme par procuration en nous obligeant à renoncer aux politiques de développement des services publics sur nos territoires ».

Une plus juste répartition des richesses produites est fondamentale pour réduire les inégalités de revenus.

Atelier 10 : La révolution budgétaire et fiscale au service de la justice

Le bilan de la droite en termes de fiscalité et de gestion du budget de l'État est marqué du sceau de l'injustice et de l'inefficacité. Injustice parce que les plus riches ont vu leurs impôts et cotisations baisser de manière insensée. Le paquet fiscal a été un véritable hold-up des finances publiques, tandis que le pouvoir d'achat des plus modestes et des classes moyennes chutait inexorablement.

Atelier 11 : De nouveaux outils pour un monde solidaire et durable

Pour que perdure la solidarité dans un monde durable, nous avons listé nos priorités. Il s'agit de porter un agenda social et environnemental au niveau européen et mondial, d'accorder aux pays les moins avancés une aide technique et financière pour contribuer à l'adaptation de leurs systèmes productifs, de réguler la finance internationale, et d'assurer une politique migratoire cohérente.

Atelier 12 : Réorienter l'action publique européenne

Pour redonner du sens au projet européen, réarmer l'idéal d'une Europe politique forte, qui agit pour les citoyens dans un cadre démocratique, nous devons innover en inventant des politiques publiques européennes qui soient synonymes de croissance et de progrès social.

Atelier 13 : Le nouveau modèle de développement et les territoires

Grâce à notre action dans les collectivités locales, nous avons fait la preuve qu'elles peuvent être un véritable levier pour l'action publique. Moteurs mais aussi modèles pour de nouveaux projets, les territoires sont pour les socialistes dans l'opposition nationale, le lieu où ils peuvent faire la preuve qu'ils sont en capacité de changer la vie concrètement.

la coopol

LA COOPÉRATIVE POLITIQUE

Construisez le Projet sur la Coopol

Vous souhaitez prendre part à l'élaboration du Projet ? C'est possible grâce à la Coopol. Vous êtes en effet invité-e-s à venir consulter sur le site lafrancequonaime.fr/laconvention, les rapports des treize ateliers de cette première Convention nationale lancée début janvier et présidée par Pierre Moscovici. Sur la Coopol, vous pouvez également débattre, proposer et enrichir les rapports qui résultent de plusieurs semaines d'un travail d'analyse fouillé sur la social-écologie, la révolution fiscale, le nouveau contrat avec le monde et l'Europe ou bien encore les politiques industrielles progressistes. Le texte finalisé sera présenté le 27 avril en Conseil national et soumis au vote dans les Sections le 20 mai en vue de la Convention nationale du 29 mai.

► Renseignements : lacoopol.fr

AU PARLEMENT

Les socialistes à l'offensive

En direct de l'Assemblée

Les députés socialistes ont déposé, le 6 avril, une proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal. Lors des débats, Jérôme Cahuzac, président de la Commission des finances, a rappelé que ce dispositif d'un coût de plus de 550 millions d'euros, « ne profite qu'à moins de 0,01 % » de la population française. Avant de constater qu'il ne protège pas le travail, mais la rente... « Et en protégeant la rente, vous nous obligez en réalité à taxer le travail », a-t-il insisté. En écho, Pierre-Alain Muet a fustigé l'argument selon lequel le bouclier permet de « ne pas travailler plus d'un jour sur deux pour l'État ». « Le bouclier fiscal est indécent, même les députés et sénateurs de la majorité en viennent à douter de son bien-fondé » ont ajouté les députés socialistes. Cette proposition de loi sera examinée le 20 mai, ce sera « l'heure de vérité » ont-ils promis.

Le projet de loi sur l'ouverture à la concurrence des jeux d'argent et de hasard sur Internet a été adopté le 6 avril. Ce texte remet en cause le monopole traditionnel de la Française des Jeux, du PMU et des casinos en légalisant le poker, les paris

sportifs et les paris hippiques sur Internet. « Nous n'avons jamais eu à discuter d'un texte sous une pression aussi évidente, aussi intense de lobbies qui attendent de cette nouvelle réglementation la satisfaction d'intérêts purement financiers » a commenté Gaëtan Gorce. Le PS a décidé de saisir le Conseil constitutionnel.

En direct du Sénat

Atteinte aux finances locales, fermeture des services publics, report de la clarification des compétences... Jean-Pierre Bel et les sénateurs socialistes ne sont pas résolus à attendre 2011 et les élections cantonales et sénatoriales pour passer à l'offensive. « L'accumulation des réformes désoriente, exaspère, désespère, affirme le président du groupe, La disparition de la taxe professionnelle se traduit par le gel des dotations versées aux associations, la hausse des impôts locaux et une réduction de la voilure dans la plupart des collectivités. Une politique de rigueur se met peu à peu en place, d'où notre volonté d'exiger, sans plus tarder, le retrait de la réforme territoriale ».

PS



Pétition nationale Défendons la parité !

Les femmes représentent la moitié de l'humanité. Ce qui les concerne intéresse la société tout entière. Pourtant, elles subissent encore aujourd'hui de fortes discriminations. En politique, dans la sphère économique, elles sont toujours sous représentées. C'est pourquoi les actions en faveur de la parité, entreprises par la gauche, doivent se poursuivre et s'intensifier.

La droite tourne le dos à la parité. Avec la contre-réforme des collectivités territoriales, la régression est alarmante. Les projections réalisées sont unanimes : en 2014, les « conseillères territoriales » occuperaient moins de 20 % des sièges, alors que les régions comptent aujourd'hui 47,98 % de conseillères régionales.

Depuis 1999 la parité est inscrite dans la Constitution française : « La loi garantit l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives ». **Depuis le 6 juin 2000, la loi oblige les partis politiques à présenter des listes strictement paritaires pour les élections municipales, régionales ainsi que, dans certains cas, aux sénatoriales.** Cette loi oblige aussi à présenter 50% de femmes aux élections législatives sous peine de réduction de leur financement public.

En dépit des grands progrès accomplis depuis 50 ans, essentiellement grâce aux associations féministes, aux élus et aux gouvernements de gauche, les Françaises sont encore quotidiennement confrontées à des difficultés propres à leur genre. Les femmes sont les premières victimes du chômage, des emplois précaires, des salaires sous-évalués et de la pauvreté. Les plus hauts postes à responsabilité, autant au sein des entreprises que des institutions ou des entreprises publiques, ne sont que très difficilement accessibles aux femmes.

Le 10^e anniversaire, cette année, des lois sur la parité nous commande d'agir.

Nous demandons :

- **que la création des conseillers territoriaux soit supprimée du projet du gouvernement de réforme des collectivités territoriales**
- **que soit imposé l'égal accès des femmes et des hommes dans les institutions publiques (Conseil constitutionnel, Conseil supérieur de la magistrature, Conseil économique, social et environnemental, Conseil supérieur de l'audiovisuel...)**
- **qu'une loi contraignante institue la parité - et non un quota - dans les conseils d'administration des établissements publics, des entreprises publiques, ainsi que dans les entreprises privées.**
- **que des sanctions efficaces soient imposées aux partis politiques pour que la parité soit réalisée lors des élections au scrutin uninominal.**

Nous demandons au gouvernement de prendre des initiatives fortes pour assurer l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes.

Liste des premier-e-s signataires :

Martine Aubry, Première secrétaire du Parti socialiste ; **Cécile Duflot**, Secrétaire nationale des Verts ; **Jean-Pierre Chevènement**, Président du Mouvement Républicain et Citoyen ; **Jean-Michel Baylet**, Président du Parti Radical de Gauche.

Elisabeth Guigou, Secrétaire nationale du Parti socialiste à la réforme de l'État et aux collectivités territoriales ; **Laurent Fabius**, Coordinateur national du Parti socialiste contre la régression territoriale ; **Noël Mamère**, Député Vert de la Gironde ; **Dominique Voynet**, Sénatrice-maire Verte de Montreuil ; **Jean-Luc Laurent**, Maire MRC du Kremlin-Bicêtre, Vice-président de la région Île-de-France ; **Christiane Taubira**, Députée PRG de la Guyane ; **Françoise Laborde**, Sénatrice PRG de la Haute-Garonne.

Autres premiers signataires :

Michèle André ; Jean-Marc Ayrault ; Jean-Pierre Bel ; Danielle Bousquet ; Bertrand Delanoë ; Harlem Désir ; Michel Destot ; André Laignel ; Marylise Lebranchu ; Claudy Lebreton ; Gaëlle Lenfant ; Laurence Rossignol ; Alain Rousset ; Michèle Sabban ; Catherine Trautman.

Rejoignez-nous!

**SIGNEZ ET FAITES SIGNER LA PÉTITION EN LIGNE SUR :
DEFENDONSNOTERRITOIRES.FR**